

Concordat entre l'islam et l'État : ce serait la trahison de trop pour la gauche



- Crédits photo : CHARLY TRIBALLEAU/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Fatiha Boudjahlat ([#figp-author](#))

Mis à jour le 29/07/2016 à 23h37

FIGAROVOX/TRIBUNE/VIDÉOS - On prête à Bernard Cazeneuve la volonté de créer un Concordat entre l'État et l'islam. Pour Boudjahlat Fatiha, ce ballon d'essai est une faute politique majeure qui traduit l'impuissance et le cynisme du politique face au religieux.

Fatiha Boudjahlat est Secrétaire Nationale du MRC à l'Education, engagée pour la laïcité et l'égalité homme-femme.

La volonté prêtée par le *Canard Enchaîné* au ministre des Cultes et de l'Intérieur de négocier un Concordat avec l'islam en France n'est pas qu'une rumeur qui agite les réseaux sociaux. C'est plutôt un ballon d'essai visant à tester l'opinion ou la mithridatiser à un fait qui pour l'heure la révolte. C'est la tentation d'un gouvernement socialiste sans conviction en matière de laïcité, qui répond à des actes de guerre et de barbarie par une volonté de conclure un pacte. Négocier alors même que le gouvernement se pense lui-même en position de faiblesse ne traduit qu'une panique d'impuissance. Panique d'impuissance sémantique autant que politique.

Résumons: des attentats de masse couplés à des actes d'une grande sauvagerie sont perpétrés.

Et comme réponse, nous avons un président qui n'en reste qu'au stade de l'émotion, qui s'adresse à une congrégation plutôt qu'à la Nation, qui reçoit les représentants des cultes que l'Etat a jugé dignes d'être reçus. (Aucune femme d'ailleurs. Il faudrait peut être commencer par là...). Le président délègue-t-il la fraternité aux religieux? Il aura fallu attendre d'avoir un président qui s'assume athée pour que les religions et les religieux se trouvent mis autant en avant.

C'est plutôt un ballon d'essai visant à tester l'opinion ou la mithridatiser à un fait qui pour l'heure la révulse.

Nous avons aussi un ministre de l'Intérieur qui se veut pragmatique, conscient des limites du sécuritaire, et qui apporte comme réponse politique l'hypothèse de la négociation d'un Concordat avec l'islam. Faute politique pour le Président, amalgame hypocrite pour le ministre. Si accorder un régime dérogatoire à une communauté religieuse sur le sol français est une réponse politique aux attentats, si ce pacte de non-agression est perçu comme pouvant limiter les attentats à l'avenir, c'est le ministre et ses interlocuteurs qui font le lien entre islam et islamisme, entre islam et terrorisme, entre musulmans d'ici et Daesh de là-bàs.

Etendre ce qui est perçu avec raison comme injuste dans trois départements de métropole et autant en Outre-Mer à l'ensemble du territoire n'est en rien une avancée: c'est une concession, une compromission qui récompense les offenses et les offensives des radicaux religieux. Le crime paie. Et cette tentation, lancée comme un ballon d'essai, rend brûlante d'actualité cette réplique dans le roman *Les Garçons* de Montherlant: «*C'est une loi de la société, le crime crée l'amnistie*». Une loi sociale, faite pour maintenir la paix. Ce Concordat, ou Pacte pour reprendre le terme de Jean Baubérot et de Pierre Manent, tient dans notre contexte de la logique de l'amnistie: espérer au mieux tarir ce qui nourrit le terrorisme en donnant des gages aux tenants du courant le plus radical. Le Ministre communiquera pour nier une telle intention, après avoir sondé la réaction de l'opinion publique, tout en capitalisant sur le fait d'être prêt à cette compromission: ce ballon d'essai est moins destiné à la Nation qu'aux responsables politiques et religieux de l'islam en France: «*nous sommes prêts à aller jusque-là... laissons l'opinion s'habituer à l'idée*».

Bonaparte avait négocié le Concordat en position de force avec une contrepartie forte: un contrôle strict du clergé. Qui seront les interlocuteurs du ministre dans une religion à la structure presbytero-synodale, sans clergé unique? Un CFCM en pleine dérive idéologique? A l'autorité et à la légitimité créées de toute pièce par l'Etat? Est-ce au

ministre de concevoir un islam de France? C'est vain. Rappelons ces paroles d'Abdelwahab Meddeb dans *La Maladie de l'Islam* : «*Au lieu de distinguer le bon islam du mauvais, il vaut mieux que l'islam*

Bonaparte avait négocié le Concordat en position de force avec une contrepartie forte : un contrôle strict du clergé.

retrouve le débat et la discussion, qu'il redécouvre la pluralité des opinions, qu'il aménage une place au désaccord et à la différence ; qu'il accepte que le voisin ait la liberté de penser autrement ; que le débat intellectuel retrouve ses droits et qu'il s'adapte aux conditions qu'offre la polyphonie ; que les brèches se multiplient». C'est la laïcité qui interdit à l'Etat et à chacun de nous de faire oeuvre de théologie en distinguant le «bon islam du mauvais», ce que semble vouloir faire le ministre. C'est la laïcité qui permet de prendre conscience de la «polyphonie» indispensable. Qui permet de relativiser son propre point de vue pour permettre à celui des autres d'exister.

On n'imagine pas le salariat d'imams (en dehors des aumôneries), plus en raison de l'austérité budgétaire que par rigueur morale et politique, d'ailleurs. Sur quoi donc pourrait porter l'accord? Forcément sur la laïcité, son périmètre et ses modalités d'application. C'est restreindre d'autant le périmètre de la République sur une base communautaire, avec ce que ce terme connote de négatif au niveau ethnique et religieux. C'est le Concordat en Alsace-Moselle qui est une anomalie, pas la laïcité qui se pratique ailleurs. La Nation était mûre pour mettre fin à cette dérogation que le Conseil Constitutionnel spécifiait comme destinée à disparaître pour une application du Droit commun. Le gouvernement nous pense assez terrorisés et à bout pour accepter que prenne fin ainsi notre conception territoriale du droit. «*Ce qu'une génération doit à l'autre, c'est la limite*» écrivait Pierre Legendre. Nos gouvernants font l'inverse et institutionnalisent l'anomie et la personnalité des lois. Ce n'est pas qu'un coup de canif porté à notre commun Republicain. C'est la fin de l'égalité et de la fraternité, la fin de l'ambition citoyenne que nous nous nourrissions les uns pour les autres. C'est la mise en place du multiculturalisme, non en fonction d'une tradition historique, mais par peur, par sentiment de panique. Nous paraissions faibles, non en raison de notre vulnérabilité qui va de pair avec notre régime de droit démocratique. Nous paraissions faibles par ce genre d'initiative dictée par la peur.

Cette tentation n'est pas qu'une faute. C'est aussi le signe des incapacités structurelles de la gauche à penser et

C'est le signe de l'incapacité structurelle de la gauche à composer avec le religieux sur une base autre que celle de la compromission, de l'empathie et des accommodements déraisonnables.

à composer avec le religieux et avec les religieux sur une base autre que celle de la compromission, de l'empathie et des accommodements déraisonnables. Incapacités et défausses listées et contextualisées par Jean Birnbaum dans son ouvrage *Un silence religieux, la gauche face au djihadisme*. D'abord le déni des politiques résumé dans le «rien-à-voirisme» entre les djihadistes et l'islam. C'est «*considérer que le monde musulman ne se trouve pas concerné par les fanatiques qui se réclament du Coran. C'est suggérer que le djihadisme n'aurait lui-même aucun rapport avec l'islam*». Conclure un pacte avec l'islam après des attentats islamistes est un démenti flagrant opposé au politiquement correct «rien-à-voirisme». Jean Birnbaum poursuit en relevant les deux inconvénients majeurs de cette stratégie de déni: «*D'abord, elle occulte la guerre qui ravage l'islam de l'intérieur, et dont la terreur djihadiste est un produit direct ; ensuite, elle prend à revers tous les musulmans qui se battent sur ce front, en opposant la quête spirituelle à la violence*».

Idéologiquement, la gauche et l'extrême-gauche n'appréhendent pas le phénomène religieux dans son autonomie et sa puissance de feu. C'est pour elles un symptôme de non-modernité, une étape à dépasser sur le chemin du matérialisme historique. Pour notre gouvernement, il s'agit plus de stratégie d'un cynisme criminel. C'est l'accommodement mis en musique par la ministre Vallaud-Belkacem avec le port de signes religieux ostentatoires par les parents accompagnants les sorties scolaires. Sans trace écrite, laisser les pratiques se développer, laisser faire et que l'habitude soit prise. Personne ne se méprend, même les orthodoxes et les radicaux qui profitent de ces accommodements: c'est un rapport de force qu'ils ont remporté.

Ce ballon d'essai est une faute politique majeure. Le signe d'une panique d'impuissance et d'un cynisme révoltant. Le signe aussi qu'il nous faut compter sur nous-mêmes et plus sur nos gouvernants, pour défendre des valeurs fondatrices, actuelles et modernes. La première d'entre elles, le préalable, ce qui doit permettre aux Français de faire leur choix en 2017, aux élections présidentielles et législatives: la laïcité. Quiconque l'adjectivise ou l'invective, quiconque laisse l'adjectiviser ou l'invectiver ne mérite pas de suffrage. Puisqu'ils n'ont pas de conviction, faisons savoir aux élus qu'ils risquent leur place, en cédant sur l'essentiel de ce qui nous a permis d'être ce que nous sommes. C'est le seul rapport de force qu'ils respectent.



Fatiha Boudjahlat
